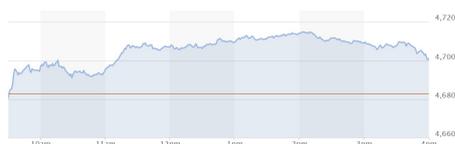


Le consommateur américain n'a pas peur de l'inflation, Wall Street aussi !

- **S&P 500 : 4 701 (+ 0,4%) / VIX : 16,37 (- 0,7%)**
- **Dow Jones : 36 142 (+ 0,2%) / Nasdaq : 15 974 (+ 0,8%)**
- **Nikkei : 29 688 (- 0,4%) / Hang Seng : 25 576 (- 0,5%) / Asia Dow : - 1,2%**
- **Pétrole (WTI) : 79,96 \$ (- 1,0%)**
- **10 ans US : 1,639% / €/€ : 1,1305 \$ / S&P F : - 0,03%**

(À 7h30 heure de Paris, Source : Marketwatch)

Indice S&P 500



Etats-Unis

Les investisseurs américains ont été « rassurés » par les indicateurs économiques montrant que l'inflation n'avait pas freiner la consommation des ménages américains et que malgré des tensions sur les chaînes de production, la production industrielle pouvait afficher une solide croissance. A ces indicateurs sont venus s'ajouter les résultats trimestriels de Walmart et Home Depot, qui ont tous deux fait mieux qu'attendus, à la fois en termes de résultat et de chiffre d'affaires. Les deux groupes sont optimistes sur leurs ventes de fin d'année. Certes, Walmart a été sanctionné (- 2,6%), le groupe ayant sacrifié ses marges pour constituer ses stocks et contenir la hausse des prix de vente de ses produits. Le groupe a clairement une logique de « part de marché » pour la fin de l'année, face à une concurrence qui subira des pénuries dans leur rayons. Mais, globalement, les investisseurs sont optimistes pour la consommation des Américains durant les fêtes de fin d'année. Le Dow Jones progresse de 0,2%, le S&P 500 de 0,4% et l'indice Nasdaq bondit de 0,8%.

Walmart (-2,6%) a publié un bénéfice par action de 1,11 \$ au cours de son troisième trimestre fiscal 2022 (clos fin octobre), alors qu'il était de 1,80 \$ un an plus tôt. Hors éléments exceptionnels, les EPS sont de 1,45 \$ contre 1,40 \$ pour le consensus. Le chiffre d'affaires a grimpé de 4,3% à 140,53 Mds \$ contre 135,43 Mds \$ attendus. Aux Etats-Unis, la croissance à périmètre comparable a été de 9,2%, contre un consensus de 6,9%. Walmart a relevé ses perspectives annuelles de ventes et de bénéfices en prévision d'une demande accrue de jouets et de vêtements pendant la période des fêtes de fin d'année. Son taux de marge brute (- 42 pb sur le trimestre) est pénalisé par les difficultés d'approvisionnement, mais le groupe, qui a affrété ses propres navires pour acheminer les marchandises, a dit que ses stocks étaient en hausse de 11,5% aux Etats-Unis à l'approche de la saison de Noël. Walmart dit ainsi s'attendre à une croissance des ventes à magasins comparables aux Etats-Unis pour l'ensemble de l'année supérieure de 6%, pour une prévision précédente de 5% à 6%. Le bénéfice ajusté devrait pour sa part être d'environ 6,40 dollars par action, contre une fourchette de 6,20 à 6,35 dollars auparavant.

Home Depot (+ 5,7%) a publié des ventes trimestrielles à magasins comparables meilleures que prévues (+ 6,1% sur un an contre 1,4% attendu dont + 5,5% aux Etats-Unis vs 2,3% anticipé) grâce à une demande soutenue d'outils et de matériaux de construction et rénovation pour l'habitat. La hausse des prix de l'immobilier a incité les particuliers à investir dans des travaux de rénovation et

les Américains ayant décidé de s'installer dans les banlieues pendant la pandémie a élargi sa clientèle. Le chiffre d'affaires est en croissance de 10% pour atteindre 36,82 Mds \$ contre 3501 Mds \$. Son bénéfice est de 3,92 \$ par action contre 3,18 \$ l'an passé et 3,42 \$ attendus.

Le groupe spécialisé dans les cryptomonnaies Riot Blockchain (- 12,3%) a publié une perte inattendue au troisième trimestre.

Elon Musk a encore vendu des actions Tesla (+ 4,1%) pour un montant de plus de 930 millions \$ selon un avis boursier, ce qui porte à 7,8 Mds \$ ses cessions depuis une semaine. Boeing (- 3,1%) a annoncé, à l'occasion du salon aéronautique de Dubaï, que la compagnie indienne à bas coûts Akasa Air lui avait passé commande pour 72 737 MAX au prix catalogue d'environ 9 Mds \$. Google (- 0,4%) veut investir un milliard de dollars australiens (648 millions €) en Australie sur cinq ans alors que le groupe menaçait récemment de retirer ses services du pays pour ne pas se soumettre à un durcissement de la réglementation dans le secteur. Exxon Mobil (+ 1,0%) a lancé la vente d'actifs pétrolières et gaziers dans une exploitation de schiste au Texas afin de rationaliser son portefeuille sur les actifs les plus rentables. Ces actifs sont évalués entre 400 et 500 millions \$. Berkshire Hathaway (- 0,4%) a annoncé avoir mis fin à ses investissements dans Merck & Co (+ 0,5%) et réduit ses participations dans Abbvie (- 0,4%) et Bristol-Myers Squibb (- 0,9%) dans le cadre d'une diminution de son exposition aux marchés financiers. Activision Blizzard a souffert (- 6,1%) après la publication d'un article du Wall Street Journal selon lequel le PDG Bobby Kotick était au courant, depuis plusieurs années, de plaintes en interne pour harcèlement et même viol, mais a tu une partie de ces éléments à son conseil d'administration. Face à la remontée des cas de coronavirus, en Europe mais aussi dans d'autres régions du monde, les croisiéristes accusaient le coup, notamment Norwegian Cruise (- 7,3%), Royal Caribbean (- 2,3%) et Carnival (- 3,2%). Qualcomm (+ 7,9%) a profité des déclarations de ses dirigeants lors d'une journée « investisseurs ». Ils ont fait valoir la capacité du groupe à se diversifier, notamment pour diminuer sa dépendance à Apple.

L'action Rivian poursuit sa hausse, avec un gain de 15,2% sur la séance d'hier. Le constructeur de véhicules électriques est entré mardi dans le cercle restreint des 100 plus grosses capitalisations du monde, devançant, au passage, Volkswagen.

Asie

Pas d'effet Wall Street sur les marchés asiatiques ce matin. Les principaux indices boursiers de la zone sont dans le rouge. Le Nikkei recule de 0,4%, le Kospi de 1,2%, le S&P/ASX australien de 0,7% et Hong Kong de 0,5%. Seule Shanghai se distingue avec une hausse de 0,3%. La presse asiatique est déçue par l'absence d'élément concret lors du sommet virtuel entre les Etats-Unis et la Chine. Les deux pays se parlent mais n'ont pas avancé dans une résolution ou une réduction des risques géopolitiques dans la zone, notamment concernant Taïwan. La Bourse de Tokyo est aussi victime de prises de bénéfices après avoir grimpé lors des quatre séances précédentes. L'indice recule malgré un net recul du yen face au dollar, retombant à ses plus bas niveaux face au billet vert depuis 2017. Toujours victime des pénuries mondiales d'approvisionnement en semi-conducteurs et autres pièces, les exportations japonaises ont connu en octobre leur plus faible taux de progression en huit mois (+9,4%).

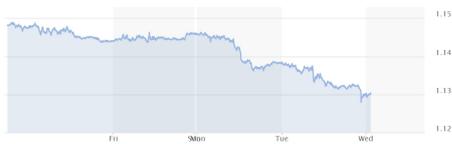
Les titres des groupes pétroliers japonais étaient soutenus par un plan du gouvernement nippon, qui selon la chaîne de télévision publique NHK envisage des subventions pour les raffineurs du pays, afin de les aider à limiter l'impact de la flambée des cours du pétrole et éviter qu'ils ne reportent ces surcoûts sur leurs prix à la pompe. Mais, toujours selon les médias japonais, le gouvernement

japonais envisage aussi de réviser les règles de l'impôt sur les gains en capital l'année prochaine...

Selon les médias chinois, la plate-forme de vente en ligne d'Evergrande a fermé certaines unités et son fondateur aurait mobilisé des actifs personnels pour le paiement de la dette du groupe. La Chine désire aussi accélérer dans ses projets de remplacement des technologies américaines. Le Comité de travail chinois sur l'innovation des applications des technologies de l'information accélère le rythme de recherche de fournisseurs locaux : 1 800 fournisseurs chinois de PC, de puces, de réseaux et de logiciels ont été invités à rejoindre le comité et des centaines d'entreprises locales ont été certifiées cette année en tant que membres du comité.

Les cours du pétrole sont en baisse, ce matin, en Asie, avec un WTI perdant près de 1%.

Change €/€



Taux 10 ans (US)



Changes et Taux

Le dollar a encore gagné du terrain face à l'euro sur la séance d'hier, profitant d'indicateurs économiques positifs, qui alimentent le scénario d'un resserrement monétaire prochain aux Etats-Unis. Ces anticipations ont été alimentées par les déclarations de James Bullard, le président de la Fed de Saint Louis. Il a estimé que l'institution devrait se montrer plus « faucon » lors de ses prochaines réunions (cf. ci-dessous). A la clôture de Wall Street, l'euro cédait 0,4% face au dollar, à 1,1321 \$. Plus tôt, la devise européenne était descendue jusqu'à 1,1315 \$ pour un euro, pour la première fois depuis le 13 juillet 2020. L'euro était également chahuté par la livre sterling, après la publication de bons chiffres de l'emploi au Royaume-Uni pour octobre. Les cambistes estiment que cette statistique est une incitation supplémentaire à la remontée des taux de la Banque d'Angleterre. La monnaie unique a reculé jusqu'à 1,1867 € pour une livre, proche de son plus bas de 21 mois atteint le 26 octobre, à 1,1901 €. Enfin, la livre turque a atteint un nouveau plus bas historique après avoir subi en séance l'un de ses pires reculs cette année. La monnaie turque a en effet perdu près de 4%, à 10,41 livres pour un dollar, avant de reprendre un peu de couleurs dans l'attente d'une réunion de la banque centrale, prévue jeudi, à l'issue de laquelle une nouvelle baisse des taux devrait être annoncée, pour le troisième mois consécutif. Les investisseurs commencent à s'inquiéter du risque de voir la Turquie entrer dans une crise de change qui augmenterait la pression sur les banques, dont plusieurs échéances de dette libellées en dollar doivent être remboursées dans les prochains mois.

Du côté du marché obligataire, malgré des indicateurs d'activité positif ou les déclarations de M. Bullard, les taux longs américains reculent ! Les anticipations de durcissement de politique monétaire semblent « rassurer » les investisseurs sur la partie longue de la courbe des taux. Certes, une politique monétaire plus restrictive va peser sur la croissance et réduire le risque inflationniste... Les T-Bonds perdent 2 pb à 1,600%, mais ce matin, les taux longs remontent, du côté de l'Asie, vers les 1,64%. Côté de l'Europe, pas de réactions aux chiffres américains, les marchés de taux sont restés figés hier après-midi. Les OAT reculent de 0,6 pb, les Bunds restent inchangés et la seule évolution notable concerne les BTP italiens qui effacent 2 pb à 0,965%. Après les chiffres de l'emploi, les Gilts britanniques remontent 3,7 pb à 1,005%.

Pétrole (WTI)



Pétrole

Les cours du pétrole ont terminé en ordre dispersé, affectés par un « dollar fort » mais moins inquiets d'un éventuel prélèvement dans les réserves stratégiques américaines par l'administration Biden. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier a gagné 0,4% à 82,43 \$. A New York, le WTI, pour le mois de décembre, a perdu 0,1% à 80,76 \$. Les cours ont connu un creux en matinée à la vue de la fermeté du dollar qui a grimpé à un sommet depuis juillet 2020. Mais les prix des principaux contrats de brut ont ensuite retrouvé un peu de vigueur dans l'après-midi : devant la commission de l'Energie du Sénat, Stephen Nalley, le directeur par intérim de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a indiqué qu'une mobilisation des stocks stratégique aurait un impact très limité et de cours terme sur les prix du pétrole. Par ailleurs, un haut responsable démocrate, Steny Hoyer, leader de la majorité à la Chambre des représentants, a montré son opposition à l'idée de puiser dans ces réserves stratégiques, contrairement à son collègue du Sénat Chuck Schumer, qui avait soutenu cette perspective la veille. Cette différence d'opinion parmi les dirigeants démocrates rend difficile pour l'administration Biden d'adopter cette mesure. La séance était aussi une journée d'expiration de certains contrats, ce qui a ajouté à sa volatilité.

Les « news Market Mover »

- **Joe Biden annoncera d'ici la fin de la semaine le nom du nouveau président du Fed.**
- **Etats-Unis : la date limite pour relever le plafond de la dette est le 15 décembre et non plus le 3 décembre.**
- **Discours « faucon » de Bullard mais « colombe » de Daly.**
- **Allemagne : la Covid-19 accélère les négociations autour du « contrat de coalition ».**

Le président américain Joe Biden annoncera d'ici la fin de la semaine le nom du nouveau président de la Fed. Cette décision très attendue sera annoncée « dans environ quatre jours », a déclaré mardi le président américain à des journalistes lors d'un déplacement dans l'Etat du New Hampshire. Cette échéance coïncide avec la fin des discussions au sein du parti démocrate sur le plan de réformes sociales et environnementales « *Build Back Better* » voulu par Joe Biden. La nomination du président de la Fed est d'autant plus délicate qu'elle pourrait faire partie des tractations, le parti démocrate étant très divisé sur ces nouvelles dépenses. Si le président démocrate choisit de renommer Jerome Powell, sa confirmation au Sénat est quasiment assurée, au risque cependant de froisser l'aile gauche de son parti, qui a appelé à ne pas le renommer. Joe Biden pourrait aussi choisir Lael Brainard, qui avait déjà été pressentie l'an passé pour devenir secrétaire au Trésor. Seule gouverneure démocrate de la Fed, et fervente défenseuse d'une régulation bancaire plus stricte, elle est notamment soutenue par l'aile gauche du parti, qui souhaite une action de la Fed plus tournée vers les risques climatiques ainsi que la justice sociale et économique. Mais sa nomination pourrait être bloquée au Sénat. Jerome Powell et Lael Brainard ont tous deux été reçus le 4 novembre par Joe Biden. La Maison Blanche devra aussi, dans les mois qui viennent, nommer trois nouveaux gouverneurs à la Fed.

La secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a repoussé mardi la date limite pour un possible défaut de paiement des Etats-Unis au 15 décembre, contre le 3 décembre précédemment, accordant plus de temps au Congrès pour relever le plafond de la dette fédérale après avoir examiné le projet de loi consacré aux dépenses sociales.

La Réserve fédérale (Fed) devrait « adopter une direction plus restrictive lors de ses prochaines réunions afin de se préparer au scénario d'une inflation durable », a déclaré James Bullard, le président de la Fed de Saint-Louis. « Si l'inflation devait ralentir, nous sommes bien préparés pour cela. Si l'inflation ne ralentit pas aussi rapidement que beaucoup le prévoient actuellement, il appartiendra au FOMC de maintenir l'inflation sous contrôle », a-t-il dit sur Bloomberg Television. « Le taux d'inflation est assez élevé. Il appartient au comité d'aller dans une direction plus restrictive lors des deux prochaines réunions afin que nous gérons le risque d'inflation de manière appropriée », a souligné James Bullard. Selon le responsable, cela pourrait passer par une réduction de 30 Mds \$ par mois des achats d'actifs de la Fed, contre une réduction de 15 Mds \$ actuellement, et l'arrêt du programme d'achats en mars plutôt qu'en juin, ce qui ouvrirait la voie à un relèvement des taux plus tôt qu'anticipé. La Fed pourrait aussi réduire la taille de son bilan en ne réinvestissant pas dans les titres arrivant à maturité une fois l'arrêt du programme d'achats d'actifs, a indiqué Bullard. De son côté, la présidente de la Réserve fédérale (Fed) de San Francisco, Mary Daly, a réaffirmé qu'un durcissement monétaire dans le but de freiner l'inflation risquait d'avoir des conséquences douloureuses pour l'économie si les tensions sur les prix devaient s'atténuer : « Face à une incertitude sans précédent, la meilleure politique consiste à reconnaître la nécessité d'attendre ». « Bien que cela puisse être difficile, en fin de compte, patienter est la chose la plus audacieuse que nous puissions faire » a-t-elle ajouté. Agir rapidement au plan monétaire pour juguler l'inflation aurait « un coût » pour l'économie, selon elle, si les tensions sur les prix venaient à s'atténuer. « Si les taux d'inflation élevés et les pénuries de main-d'œuvre actuelles sont transitoires car liés aux répercussions du Covid, alors des taux d'intérêt plus élevés freineraient la croissance, ralentiraient la reprise du marché du travail et mettraient inutilement des millions de travailleurs sur la touche ».

Les trois partis allemands qui vont succéder au pouvoir aux conservateurs d'Angela Merkel prévoient de conclure la semaine prochaine leur « contrat de coalition », ouvrant la voie à l'élection début décembre d'Olaf Scholz comme chancelier. Les futurs partenaires doivent cependant d'ici là régler l'épineuse question de la répartition des ministères, un vrai défi dans certains portefeuilles, en particulier celui des Finances, suscitent les convoitises.



en collaboration avec



Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudenciel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2021, Tous droits réservés.